

Semira, Mawda, les autres

Opinion

Olivia Venet
et Kati Verstrepen

Respectivement présidentes
de la Ligue des droits de l'homme
et de la Liga voor mensenrechten

■ C'était le 22 septembre 1998. Semira avait 20 ans. Nous n'oublierons pas et n'accepterons jamais que la vie d'autres êtres humains soit mise en danger simplement parce qu'ils ne sont pas nés au bon endroit.

C'était il y a 20 ans. Nous n'avons pas oublié, nous n'oublions pas.

Semira a fui le Nigeria, son pays d'origine, pour échapper à un mariage forcé. La Belgique ne lui a pas reconnu de droit au séjour et Semira est détenue, dans un centre fermé, dans l'attente de son rapatriement forcé au Nigeria. Semira refuse cette expulsion. Elle ne veut pas retourner chez elle, elle ne veut pas, elle ne peut pas rentrer. Elle est conduite, pieds et poings liés, à l'aéroport de Zaventem et puis dans un avion. À l'arrivée des passagers, elle commence à chanter. Les gendarmes appliquent alors la "technique du coussin" pour la faire taire, en cachant la scène aux passagers, jusqu'à l'étouffer. Semira avait 20 ans. Nous n'oublions pas Semira.

C'était il y a 4 mois. Mawda se trouvait dans une camionnette, sur une autoroute belge, avec sa mère, son père, son frère. Ses parents ont fui le Kurdistan irakien et la guerre, espérant pour leurs enfants une vie digne. Pas une vie incroyable, juste une vie. Mawda est morte, tuée par une balle tirée par un policier belge. Mawda avait deux ans. Nous n'oublions pas Mawda.

Le moment du départ, juste un instant

L'heure est au recueillement et nous n'oublions ni Semira, ni Mawda, ni toutes celles et tous ceux qui sont victimes, sur la terre et sur la mer, d'une absence de politique migratoire humaine. Nous n'oublions pas celles et ceux dont nous ne connaissons ni les noms ni les visages et qui ont péri quelque part dans la mer Méditerranée, espérant rejoindre les côtes européennes.

Nous pourrions rappeler que ces étrangers, ces sans-papiers, ces êtres humains qui sont sur les routes, sont titulaires, comme chacun et chacune de nous, de droits fondamentaux, qui doivent être respectés et qui sont inaliénables. Nous pourrions écrire que des économistes

revendiquent et exposent de manière scientifique et avec des analyses objectives, que nous avons besoin de migration dans notre pays et en Europe. Tout cela est vrai.

Mais aujourd'hui, devant l'extrémité de ces drames mais aussi devant la violence de la politique migratoire et de l'accueil menée par notre pays, c'est au moment du départ de ces hommes, de ces femmes, de ces enfants que nous voudrions penser, juste un instant. Le moment où ils

ont tout quitté, regardé une dernière fois là où ils sont nés, là où leurs parents sont nés, l'endroit qui est leur chez-soi et qu'ils ont décidé, malgré les dangers qui les guettaient inévitablement, de quitter.

Penser au moment où, malgré tous les risques, envers et contre tout, ils n'ont pas eu d'autre choix que celui de partir. Personne ne quitte son pays, sa ville, son village de natal pour de banales raisons, le cœur léger. Ils partent parce qu'ils sont jetés hors de chez eux par la guerre, par la dictature, par la misère, par la faim. Ce n'est pas qu'ils ne veulent pas rester chez eux pour profiter de l'eldorado européen. Ils ne peuvent pas rester. On part parce que l'on n'a pas d'autres choix.

Effarés, indignés, effrayés

Dans l'histoire de l'humanité, tant d'autres êtres humains ont pris la route, parce qu'ils n'avaient pas d'autres choix – avons-nous oublié? Avons-nous oublié nos parents, grands-parents ou arrière-grands-parents sur les routes de Belgique, de France et d'Europe? Avons-nous vraiment la mémoire si courte?

Lorsqu'une famille de migrants a été enfermée au centre 127bis, pour la première fois depuis dix ans, nous avons été effarés. Indignés et effrayés que notre pays puisse envisager, pour quelque raison que ce soit, d'enfermer des passagers. Durant vingt-huit jours, cette famille est restée enfermée et puis, simplement parce que la loi ne le permettait plus, libérée et placée dans une maison de retour.

Ce n'est pas
de ces êtres humains
dont nous devons
avoir peur.
Ce qui doit nous effrayer,
c'est l'inacceptable
qui se passe
sous nos yeux.

Cette maman et ses enfants ont fui cette maison presque immédiatement. Ils ont fui alors qu'ils savaient que s'ils étaient rattrapés, ils retourneraient dans un centre fermé, ils seraient enfermés de nouveau – ce qui est d'ailleurs arrivé. Et pourtant, ils ont préféré fuir, prendre le risque d'être de nouveau arrêtés, voire tués, plutôt que de rentrer chez eux. Ils ont préféré fuir parce que l'idée d'être renvoyés dans leur pays est insupportable.

Cette détresse sans limites qui a fait chanter Semira

Les extrémités auxquelles ces êtres humains sont prêts à être confrontés pour ne pas être renvoyés dans leur pays nous disent quelque chose de la détresse qui les a jetés loin de chez eux au départ. L'idée même que le fait d'être renvoyé chez soi soit insupportable à ce point nous dit quelque chose de leur désespoir. De cette détresse sans limites qui a fait chanter Semira dans l'avion. Semira qui, au prix de sa vie, n'est pas rentrée chez elle.

Ce n'est pas de ces êtres humains dont nous devons avoir peur. Ce qui doit nous effrayer, c'est l'inacceptable qui se passe sous nos yeux, dans notre pays, au nom de la peur de l'autre. Nous n'oublierons pas et n'accepterons pas, jamais, que la vie d'autres êtres humains soit mise en danger simplement parce qu'ils ne sont pas nés au bon endroit. Nous n'oublierons pas et nous n'accepterons pas, jamais, que l'on enferme des enfants, ni même des adultes, simplement parce qu'ils ne sont pas nés au bon endroit.